



HAL
open science

La place est-elle prise ?

Christèle Dondeyne, Alix Levain

► **To cite this version:**

Christèle Dondeyne, Alix Levain. La place est-elle prise ? : Contributions des Gilets jaunes aux luttes socio-environnementales locales. Pistes d'analyse à partir du cas finistérien. *Écologie & politique : sciences, culture, société*, 2021, *Écologie & politique*, 62 (1), pp.67-82. hal-03279693

HAL Id: hal-03279693

<https://hal.science/hal-03279693>

Submitted on 24 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

La place est-elle prise ?

*Contributions des Gilets jaunes
aux luttes socio-environnementales locales
Pistes d'analyse à partir du cas finistérien*

Christèle Dondeyne et Alix Levain

Deux traits saillants du soulèvement des Gilets jaunes ont particulièrement été mis en avant, dès ses débuts : son caractère décentralisé, d'abord ; son hétérogénéité sociologique relative, ensuite. Dans ce contexte, l'ancrage local du mouvement est généralement appréhendé par ses observateurs à partir de leurs pratiques d'occupation de l'espace public, par des installations à la fois précaires et durables dans des non-lieux et des espaces périphériques sans qualité. L'écologie des Gilets jaunes peut se saisir ainsi à la fois dans les spatialités et les habitats qu'ils investissent, ou alors par le rapport qu'ils entretiennent avec l'écologie politique et les mobilisations. Mais elle peut aussi être abordée par la façon dont le local, comme échelle de l'habiter, de définition de ce qui fait commun et communauté, de construction des attachements, est investi : par l'activité symbolique, par les choix de structuration et les dynamiques des groupes de Gilets jaunes eux-mêmes, par les choix de fronts de lutte et de mobilisation.

L'observation du mouvement, depuis la pointe de la Bretagne, montre que certains Gilets jaunes se sont joints en plusieurs endroits et à plusieurs reprises à des luttes environnementales dans les premiers mois de l'année 2019. Ces mobilisations, qui s'inscrivent au sein de fronts écologiques structurés matérialisant des mécanismes conflictuels d'appropriation de l'espace, viennent s'ajouter aux fronts sociaux investis à la même période, entraînant parfois les mêmes manifestants qui avaient exprimé leur solidarité avec les personnes handicapées, les individus en charge d'aider les personnes vulnérables, les professionnels des établissements médico-sociaux ou encore les personnes touchées par la cause des femmes.

Des déplacements des lieux de mobilisation, de leur fréquence, des répertoires d'action utilisés s'opèrent ainsi en février-mars 2019, au moment où nous débutons nos observations. Ces redéploiements des Gilets jaunes sur le terrain de l'environnement ont contribué à amplifier des luttes environnementales qui étaient, jusqu'à leur arrivée, pour partie restées

confinées. Ils ont conduit également à reconfigurer les articulations des questions de justice sociale et environnementale sur ces fronts.

Le suivi des manifestations et des manifestants lors des différents « actes » du mouvement, l'observation des mobilisations environnementales locales, ainsi que des entretiens menés auprès de participants à ces différentes mobilisations (Gilets jaunes ou non) permettent de préciser les conditions dans lesquelles peut s'exprimer et se penser le rapport à l'écologie politique des Gilets jaunes. En effet, s'y croisent des Gilets jaunes individuellement engagés de longue date dans le mouvement environnementaliste et/ou dans une expérience politique de contestation ancienne, et des groupes de Gilets jaunes qui attribuent à leur participation un sens particulier, qui s'inscrit dans un continuum avec celui qui s'exprime au sein même du mouvement, tout en le spatialisant et en le situant dans l'histoire sociale et environnementale des lieux (attachement aux biens communs et réappropriation de ceux-ci, résistance à une politique centralisée d'aménagement du territoire, dénonciation des inégalités sociales et territoriales). Son sens peut être éclairé par des trajectoires individuelles au regard desquelles la préoccupation écologique est plus ou moins ancienne ou, au contraire, récente, et par l'histoire sociale et environnementale des lieux, qui façonne l'expérience des articulations entre inégalités environnementales et inégalités sociales.

Cet angle donne à voir les prises – au sens des saillances offertes par les situations auxquelles les Gilets jaunes se confrontent, qui permettent de déployer un processus critique générateur de transformation sociale – par lesquelles ils contribuent à amplifier les fronts écologiques, et la manière dont, en retour, le mouvement se reconfigure en investissant ces fronts. Il permet d'appréhender en situation la construction de leur rapport à l'écologie, en rapportant la structuration locale du mouvement à la dynamique spatio-temporelle de ces luttes. Celles-ci peuvent donc être lues comme une série d'épreuves qui façonnent, dans des configurations locales et historiques singulières, le rapport à l'écologie des Gilets jaunes. Nous montrerons comment la protestation contre l'emprise spatiale et symbolique de l'agriculture productiviste, la critique de la gestion des ressources en eau et en énergie, l'attachement au littoral constituent des prises nouvelles et situées d'articulation progressive entre injustices sociales et inégalités environnementales. La dégradation progressive des écosystèmes associée à l'agriculture intensive en Bretagne apparaît comme une forme paradigmatique de cette violence lente, à bas bruit, peu spectaculaire, qui affecte les groupes les plus vulnérables, tout en offrant peu de prises à la mobilisation. C'est cette tension, et la façon à la fois résolue et précaire dont les Gilets jaunes investissent ces fronts, que nous proposons d'explorer dans cet article.

Nous nous attacherons à rendre compte de la dynamique de ces fronts pendant la période la plus active du mouvement, pour saisir comment, à leur contact, se reconfigure un rapport à l'écologie des Gilets jaunes qui se nourrit d'une histoire locale et d'un rapport intime aux lieux.

Pour ce faire, nous reviendrons d'abord sur la structuration locale du mouvement des Gilets jaunes dans le Finistère. Nous verrons à quelles logiques et contraintes répond la relocalisation du mouvement et comment il se reconfigure au travers d'une série d'épreuves, qui conduisent à une singularisation progressive des trajectoires des groupes locaux par leurs répertoires d'actions et leur orientation politique dominante, mais également par leur degré d'initiative et de mobilisation dans les luttes environnementales locales.

LES GILETS JAUNES À TRAVERS LE PRISME DE L'ÉCOLOGIE : UNE CONSTRUCTION PROBLÉMATIQUE

Ancrage local et écologies situées : identifier les prises

La sensibilité des Gilets jaunes aux questions environnementales et les écologies dont elles ou ils sont porteurs, se laisse difficilement saisir à partir des discours recueillis à l'occasion des rassemblements les samedis (les « actes »). Elle dépend en effet de la générosité de leurs commentaires et des informations qu'ils livrent sur leurs pratiques quotidiennes, leurs sources d'inquiétude (notamment à l'évocation de leur devenir, individuel, familial ou collectif), leur relation au territoire et à leur lieu de vie.

Lors des actes de la première année du mouvement, dans les différentes villes du Finistère, nombreux sont les symboles visibles qui font référence à l'ancrage local des Gilets jaunes, comme les drapeaux aux armes des pays historiques de Bretagne, choisis par la plupart des treize groupes locaux comme signe de ralliement et d'identification, les noms adoptés par ces groupes, qui pour une bonne moitié sont en langue bretonne, ou enfin des inscriptions et ornements qui personnalisent les gilets. Parmi ces symboles visibles, rares sont en revanche ceux qui font explicitement référence aux enjeux environnementaux, qu'il s'agisse de la revendication d'un ancrage politique écologiste, ou d'une critique des mesures gouvernementales qui ont contribué à l'émergence du mouvement. C'est le cas, à partir de janvier 2019, de quelques Gilets jaunes qui affichent sur leur gilet leur appartenance à La France insoumise et reprennent ses mots d'ordre (*Fin du mois, fin du monde, même combat!*) – observation qui converge avec les résultats nationaux et avec les réponses locales à l'enquête par questionnaire Jaune Vif que nous passons lors des actes entre février et juin 2019, à l'occasion de laquelle 13 % des personnes

interrogées dans le Finistère déclarent se mobiliser en parallèle lors des marches pour le climat.

On voit sporadiquement sur d'autres gilets apparaître un discours antifiscaliste de contestation de l'augmentation de la taxe sur le diesel. En revanche, lors des actes apparaissent plus clairement des bonnets rouges. La référence à ce mouvement ressort également lors des passations de questionnaires, auprès de participants qui ne le portent pas : 10 % des répondants indiquent ainsi avoir manifesté antérieurement contre la mise en place d'une écotaxe poids lourds et participé au mouvement des Bonnets rouges en 2013. C'est ainsi au travers de cette présence que la liaison entre ancrage local et enjeux environnementaux apparaît au premier abord le plus nettement : par l'affirmation d'une spécificité locale, voire d'une tradition de contestation d'une écologie « parisienne » de gouvernement, appuyée sur un discours de revendication d'autonomie régionale. Ce groupe très visible au sein du mouvement à ses débuts, y reste une minorité active, voire une tendance qui acquiert une autonomie par la scission des groupes les plus nombreux, comme à Brest.

L'évocation des trajectoires et pratiques de mobilisations permet de mettre en évidence une autre forme de lien entre ancrage local et préoccupations environnementales, qui fait appel à un mouvement plus ancien : parmi les personnes interrogées lors des actes, certaines mentionnent ainsi une mobilisation ancienne (très importante dans l'histoire locale des luttes environnementales) contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff entre 1978 et 1981. La référence à « Plogoff » ne s'inscrit pas pour autant automatiquement dans un passé militant très nourri.

Mais si l'enquête par questionnaire permet de dire *quelque chose* du rapport à l'écologie et *quelque chose* des ressources des Gilets jaunes et du rapport qu'ils entretiennent avec la nature de ces ressources et leur abondance, en revanche elle ne permet pas d'isoler des déterminants d'âge, de genre, de situation d'activité ou d'emploi, de niveau d'études ou de rémunération, qui puissent caractériser ces relations dans les termes plus génériques d'une relation entre écologie et pauvreté. C'est sur ce résultat que nous aimerions insister, dans le sens où il nous paraît davantage attribuable à la complexité de cette relation qu'aux limites méthodologiques de l'enquête ou au caractère circonscrit de l'échantillon, qui jouent par ailleurs un rôle.

Certains indices – l'évocation spontanée d'une inquiétude par rapport à l'avenir, pour leurs propres enfants ou pour les générations futures – dans les commentaires de l'enquête peuvent être interprétés comme des préoccupations d'ordre climatique, environnemental ou social, constituées antérieurement, sans que l'on puisse établir précisément leurs forces et leurs articulations avec les modes de vie par exemple. Par contraste,

d'autres catégories de discours résultent manifestement de la participation aux débats, assemblées générales, discussions, tant les formulations sont proches (termes, arguments, enchaînements, exemples utilisés) et semblent rodées. C'est le cas des arguments développés contre les accusations d'anti-écologisme, qui reviennent de façon récurrente dans les questionnaires finistériens, sous des formulations proches (argumentaires de mise en cause du procédé de taxation qui permet à l'État de renflouer ses caisses, origine des pollutions davantage imputable aux avions et au transport maritime, caractère moins écologique de la voiture électrique). Or ce processus de catégorisation commun n'apparaît que pour les figures qui indiquent un rapport à l'écologie politique (inégalité et injustices des taxations) défensif, assimilant les arguments écologiques au lointain, au centralisme et aux attaques contre les classes populaires. L'exploitation des questionnaires ne montre pas de lien solide entre pauvreté et rapport à l'écologie, mais fournit des traces que ce rapport à l'écologie des Gilets jaunes s'est pour partie construit en cours de mouvement, laissant cependant dans l'ombre les modalités pratiques de ce rapport.

Un retour au local

Travailler sur l'inscription locale du mouvement dans les luttes sociales et environnementales est ainsi une nécessité sur le plan analytique : parce que le début de l'année 2019 est marqué par une diversification en dehors des actes et des ronds-points et une relocalisation des actions ; aussi parce que le « local » est une catégorie mobilisée par les Gilets jaunes eux-mêmes dans la construction et le renforcement de l'identité du mouvement.

Le premier semestre 2019 constitue un moment de transition dans la mobilisation des Gilets jaunes. Si, au tout début de la période d'enquête, la mobilisation des samedis est encore marquée par l'organisation de manifestations d'ampleur régionale, dès la mi-février s'observe une relocalisation des manifestations autour des principales agglomérations. Ce mouvement est particulièrement perceptible dans le Finistère, département le plus occidental de la Bretagne, qui est éloigné des deux principaux foyers de manifestation (Rennes et Nantes) de plus de 200 km.

Les prémices de cette relocalisation y étaient d'ailleurs perceptibles très tôt. Ainsi, les Gilets jaunes de Quimper ont-ils organisé dès le mois de novembre un point de rassemblement hebdomadaire à proximité immédiate de la préfecture du Finistère, dans l'objectif, selon les organisateurs, de témoigner localement tous les samedis, sous les fenêtres du préfet, de sa vitalité, mais également de permettre à ceux qui ne peuvent se déplacer loin – faute de ressources financières, d'un moyen de locomotion ou d'une santé suffisamment solide – de participer activement au mouvement.

Cette dernière raison est également invoquée à Brest, à partir du mois de janvier : les groupes brestois participant de moins en moins aux différents rassemblements, assemblées départementales et manifestations qui se tiennent ailleurs que dans l'agglomération. Février est marqué par la montée en puissance d'un second type d'arguments allant dans le sens d'une relocalisation des manifestations, qui concerne les violences policières. C'est d'ailleurs le thème mis en avant lors de l'acte 12, à Morlaix. La crainte d'être exposé aux violences est une raison récurrente évoquée par les personnes enquêtées pour ne pas aller à Paris, à Rennes ou à Nantes. Selon nos observations, seuls s'y rendent les plus jeunes et combatifs, dont on attend avec anxiété, chaque samedi, des nouvelles.

Se mobiliser localement, dans les villes du département, c'est ainsi disposer d'un espace « refuge » pour une mobilisation moins coûteuse, moins risquée, plus accessible, et qui s'inscrit par ailleurs dans la continuité territoriale des premières actions des Gilets jaunes, marquées par l'investissement des zones d'entrée dans les agglomérations les plus proches du domicile des participants. À partir de février, cependant, la dimension locale de la mobilisation se matérialise également sous d'autres formes et s'accroît. En premier lieu, plusieurs groupes de Gilets jaunes œuvrent à un rapprochement à l'échelle du département, en organisant les premières assemblées générales départementales, le plus souvent dans des municipalités rurales considérées comme proches du mouvement : être proche du mouvement, à ce moment-là, c'est accepter, pour un maire, de mettre une salle municipale à disposition. Parmi ceux qui acceptent de le faire, on trouve deux profils : des maires de gauche ou écologistes proches du syndicalisme agricole d'opposition ; et des maires conservateurs ayant affiché par le passé leur proximité avec le mouvement des Bonnets rouges.

En second lieu, des tensions et désaccords se cristallisent par des divergences stratégiques au sein des groupes de Gilets jaunes des plus grandes villes du département, qui vont progressivement se diviser. C'est à Brest que cette division est la plus explicitement politique et tournée vers l'histoire locale des luttes sociales et environnementales : les Gilets jaunes identifiés par leur proximité historique et idéologique avec le mouvement des Bonnets rouges, sont progressivement disqualifiés et exclus par l'aile gauche du mouvement, à l'image de ce qui a pu être observé lors des assemblées des assemblées.

Le retour vers le local peut ainsi être lu comme résultant d'une série d'épreuves traversées par les groupes de Gilets jaunes. Il est aussi revendiqué par certains groupes comme une fidélité à l'esprit initial du mouvement (communalisme, réappropriation des communs). Cette sensibilité est d'autant plus visible dans les quelques groupes qui inscrivent l'ancrage

local du mouvement dans la continuité d'une revendication d'autonomie régionale : faire sans Paris, et contre Paris.

Une diversification des formes et des lieux de mobilisation s'observe alors clairement, ainsi qu'une multiplication d'initiatives prenant appui sur des réseaux et des luttes préexistant au mouvement.

Des inquiétudes environnementales aux écologies de combat

Le premier semestre 2019 est donc émaillé de nombreuses actions articulant de façon complexe calendrier et mots d'ordres nationaux d'une part, luttes et histoire locale d'autre part. Un bref tour d'horizon de celles-ci montre la porosité et l'entremêlement entre ces échelles spatiales et temporelles de mobilisation.

Une grande mobilisation vient en renfort de la lutte contre un projet de centrale à gaz à Landivisiau, opposant riverains et associations environnementalistes à Total et aux autorités publiques. Force 5, association de protection de l'environnement généraliste créée en 2003, coordonne les actions en justice et une partie des mobilisations depuis plusieurs années. Elle s'implique sur les projets de production d'énergies renouvelables, la dénonciation des marées vertes et plus généralement de la pollution des milieux aquatiques liée à l'agriculture intensive, ainsi que sur les extractions de sable marin. Une première manifestation impliquant des Gilets jaunes a lieu le 23 février, dont le but est d'empêcher la clôture du site d'implantation retenu par l'opérateur. Elle réunit environ 1 000 personnes, dont 400 portent le gilet. Une seconde a lieu le 16 mars, jour d'une marche pour le climat. Les Gilets jaunes s'effacent progressivement du paysage ensuite. Une action ponctuelle a cependant lieu sur Brest en juin qui fait référence à ce grand projet : un groupe de jeunes Gilets jaunes engage un blocus des stations Total lors de l'acte 32, sous la bannière du mouvement Youth for Climate. Les actions coup de poing prenant pour cible des hypermarchés et galeries marchandes, certaines entreprises ou services publics (plus rare), émaillent le premier semestre 2019. Toutefois, elles divisent au sein des groupes.

Ceux qui les portent ne participent pas systématiquement aux mobilisations conjointes ou parallèles lors des marches pour le climat, dans les principales agglomérations du département, en particulier le week-end des 26 et 27 janvier et le 16 mars 2019. En décembre 2018, les deux cortèges manifestent au même moment et c'est à Brest l'évitement qui domine, même si chez quelques sympathisants de La France insoumise, cet évitement agit comme un déclencheur : « On est venus avec les marcheurs, et on est repartis avec les Gilets jaunes », expliquent ainsi deux jeunes. L'inverse ne se produit pas : si des Gilets jaunes s'associent aux marches,

ils restent largement groupés en périphérie des cortèges et affichent leur différence.

LITTORAUX POLITIQUES : LES GILETS JAUNES
ET LES MOBILISATIONS CONTRE L'AGRICULTURE INTENSIVE

Au-delà des actes, cependant, des Gilets jaunes participent activement à des mobilisations locales de défense de l'environnement qui s'inscrivent dans un mouvement de fond en Bretagne : celui de la dénonciation de l'agriculture productiviste et de ses effets sociaux et environnementaux. Ces mobilisations et l'investissement de ces fronts de lutte éclairent autrement les relations complexes entre écologie politique, attachement au territoire et à la localité, causes et répertoires d'action des personnes engagées dans le mouvement. Elles constituent un point d'observation intéressant pour développer une lecture pragmatique et organisationnelle du rapport à l'écologie des Gilets jaunes, à partir de leur engagement dans ces actions.

*Les Gilets jaunes en renfort de la défense des plages
face aux pollutions agricoles*

C'est en replaçant ces actions ponctuelles dans l'épaisseur locale des fronts de lutte et par l'observation de la façon dont des Gilets jaunes initient, alimentent, dynamisent, circulent, orientent et contribuent à configurer, temporairement ou durablement, ces mobilisations, que l'on peut davantage décrire les écologies dont elles et ils sont porteurs. Comment rejoignent-ils ces actions ?

Depuis les années 1990, la dégradation de la qualité des eaux de surface liée aux pollutions diffuses d'origine agricole constitue, en Bretagne, l'un des problèmes environnementaux les plus prégnants. D'abord centré sur le respect des normes de potabilité introduites par la directive nitrates de 1991, il s'est progressivement étendu aux eaux côtières avec la montée en puissance de la problématique des marées vertes et l'adoption de la directive-cadre sur l'eau en 2000, qui fixe des objectifs de bon état écologique pour l'ensemble des masses d'eau, y compris les eaux côtières. La gestion de la qualité des eaux côtières est ainsi, depuis les années 2000, l'objet de politiques publiques spécifiques dont l'ambition comme les résultats sont régulièrement critiqués. C'est en particulier la poursuite du mouvement d'agrandissement et de concentration des exploitations agricoles conventionnelles, surtout des élevages, qui est directement mise en cause : la dégradation de la qualité des eaux est progressivement devenue le symbole des méfaits sociaux et environnementaux de l'agriculture

productiviste et de l'accaparement des ressources au profit de quelques-uns. Ces critiques se matérialisent depuis la fin des années 2000 par une intensification des mouvements de protestation et des conflits sur un littoral dont la sociologie a profondément évolué, à l'occasion d'épisodes ponctuels ou chroniques de pollution.

Au printemps 2019 se succèdent, à l'ouest du département, des mobilisations qui ont en commun d'être initiées par de nouveaux collectifs, auparavant peu structurés. Au-delà des grandes associations environnementalistes organisées à l'échelle régionale, des associations locales ont émergé depuis quelques années sur le territoire, dont les causes sont plus ciblées (protestation contre une extension d'élevage spécifique ou contre les marées vertes). En parallèle, des communautés ont émergé autour de la pratique des sports de glisse, fédérées en particulier au sein d'associations internationales de défense de l'environnement marin (comme Surfrider Foundation ou Sea Shepherd) très combatives dans leurs modes d'action.

C'est ainsi un groupe de surfeurs qui est à l'origine, à la fin du mois de janvier 2019, de l'enterrement symbolique d'une plage de la baie de Douarnenez, la plage du Ris. Cette plage est en effet frappée d'un arrêté préfectoral d'interdiction de baignade, pour une durée indéterminée, du fait de la récurrence des pollutions bactériennes d'origine agricole qui touchent ses eaux. La semaine suivante, à l'occasion de l'acte 14, une partie du groupe de Gilets jaunes de la ville voisine de Pont-l'Abbé (le groupe dit des « Bigoudens ») annonce dans la presse locale son intention de faire de la plage un terrain d'action. Au sein de ce petit groupe d'une dizaine de personnes, est mise en avant une vision de la plage du Ris comme haut lieu de la mythologie bretonne (la plage auprès de laquelle se situe la légendaire cité engloutie d'Ys), son caractère sacré accentuant l'inacceptabilité de la souillure qui l'affecte depuis de nombreuses années. Les arguments écologiques que les initiateurs de l'action développent s'inscrivent à la fois dans un discours très virulent de dénonciation de l'illégitimité de l'État, en ce qu'il s'accapare les ressources naturelles et maintient le territoire breton dans une situation de dépendance et de mal développement, et dans une mystique néodruidique caractéristique de certaines mouvances autonomistes actives dans les années 1970. En majorité des hommes, la quasi-totalité des participants à la première action porte le gilet jaune : aux initiateurs se sont adjoints des Gilets jaunes actifs de la ville limitrophe de Douarnenez, mais également des sympathisants au mouvement qui le portent pour la première fois. Ils sont ancien pêcheur devenu intérimaire, employée dans un Ehpad, anciens salariés associatifs en retraite ou en invalidité. La plupart évoquent un passé de mobilisation, suivi d'une période d'éloignement et de dégoût de l'action collective. Chez ceux-ci, si la distance vis-à-vis des « écolos » s'exprime comme chez les précédents

régulièrement et principalement sur le mode du sarcasme et de la distanciation, en revanche l'émotion face aux pollutions qui affectent les milieux maritimes et l'anomalie foncière que constitue la remise en cause du droit d'accès de tous au littoral apparaît beaucoup plus directement comme une motivation fondamentale de leur participation.

Malgré l'inscription très explicite de l'action dans la continuité de la manifestation des surfeurs, qui a réuni plusieurs centaines de personnes, et le caractère très visible de l'espace choisi, celle-ci ne regroupe au maximum qu'une vingtaine d'individus et ne survit pas au troisième week-end.

Sur la plage du Ris, le renfort des Gilets jaunes s'opère de façon décalée dans le temps, comme le relais d'une mobilisation dans laquelle ils n'ont joué initialement qu'un rôle périphérique. Il se traduit par la tentative *durable* d'installation d'une ZAD sur un espace public. Sur la plage de la Torche, distante d'une vingtaine de kilomètres, c'est une mobilisation ponctuelle d'une journée qui attire près d'un millier de personnes le 30 mai 2019, à l'appel des associations environnementalistes régionales et locales, d'un collectif de riverains et d'un collectif de surfeurs. Suscitée initialement par un projet d'extension de porcherie, la manifestation dénonce plus globalement la dégradation de la qualité des eaux de la baie d'Audierne par les pesticides et fertilisants issus des cultures spéculatives de bulbes horticoles et de l'élevage intensif. Au groupe des Gilets jaunes du Pays bigouden, plus largement représenté qu'à la plage du Ris, s'est joint un autre groupe plus éloigné de Gilets jaunes venus du Centre-Bretagne. Ces derniers affichent une proximité beaucoup plus grande avec les associations de défense de l'environnement. Ils comptent parmi eux une militante très active de la cause animale au sein de l'association L214. Plusieurs parmi eux ont agrafé sur leur gilet un coquelicot, en référence au mouvement antipesticides initié par le journaliste Fabrice Nicolino. Au-delà de ces deux groupes, une quinzaine d'autres participants au mouvement sont venus de la région quimpéroise, sur une initiative individuelle, en voisins. On y retrouve une majorité de femmes et de familles. Moins visibles et plus éparpillés, ils sont vêtus de leur gilet, le tiennent simplement à la main ou le gardent en réserve dans leur sac. Lorsque les prises de paroles des collectifs et associations se succèdent, ainsi que dans les échanges avec les médias, aucun des Gilets jaunes présents ne s'exprimera.

Certains groupes de Gilets jaunes interagissent donc de façon relativement fluide autour de ces mobilisations environnementales sur des plages atteintes par les pollutions agricoles et confrontées à la dégradation des eaux littorales; cependant, sur ces fronts de mobilisation, les formes et répertoires d'action sont orchestrés par les associations de surfeurs, et l'amplification apportée par le soutien des Gilets jaunes se traduit par des répertoires d'action contrastés, qui peinent à s'inscrire dans la durée.

*Les Gilets jaunes du Finistère à l'épreuve des mobilisations
de longue durée : le cas de Plouguern*

À partir du printemps 2019, le mouvement devient très diversement visible, par l'afflux de ses participants selon les lieux. Pour autant, il ne disparaît pas complètement. Il resurgit en plusieurs lieux de lutte. Des Gilets jaunes s'associent à d'autres manifestants, à Landivisiau, contre le projet de la centrale à gaz, sur la plage du Ris, à Douarnenez, ou encore, comme nous allons le voir, à Plouguern, où un groupuscule brestois rejoint une action en soutien d'une ferme. La forme du mouvement se coule sur les points d'appui que constituent les fronts de lutte constitués de longue date sur le territoire, antérieurs au mouvement. Quels sont ceux et celles d'entre eux qui initient, rejoignent, soutiennent ces mobilisations ? Quel sens donnent-ils à leur participation, de quelles formes de contributions sont-ils porteurs ? Par l'observation ethnographique, nous nous efforcerons ici de saisir les articulations entre les formes que prennent ces mobilisations environnementales locales, leurs mots d'ordre, et les prises qu'elles offrent – ou pas – aux participants au mouvement des Gilets jaunes, qu'ils soient déjà politisés, au contraire habituellement silencieux dans l'espace public ou qu'ils se construisent des positions dans le cours du mouvement, par les interactions auxquelles ils prennent part. Cette ébauche d'analyse permet en même temps d'explorer, au travers de ces prises, les multiples écologies auxquelles ceux-ci se réfèrent et la façon dont ils les relient à leur engagement.

Le front de lutte qui s'ouvre en mai 2019 dans la commune de Plouguern, située à une vingtaine de kilomètres au sud de Brest, est emblématique des rapports de forces établis sur le territoire et des déplacements qui peuvent s'opérer à l'épreuve des luttes écologiques, entre les acteurs du modèle agro-industriel dominant contre lequel se développe un réseau professionnel et militant tourné vers l'agriculture paysanne et biologique, les exploitants maritimes, frappés par des interdictions régulières de pêche à pied et d'élevage pour cause de pollution des eaux, les militants écologiques et des citoyens ordinaires. L'étude ethnographique de ce front de lutte montre un déploiement qui se déroule sur plusieurs plans et temporalités.

Yohan, paysan-pêcheur installé dans une ferme de Plouguern, est menacé de perdre les terres sur lesquelles il travaille en agriculture biologique à cause de la surenchère foncière exercée par trois acquéreurs. Deux sont propriétaires de grosses et très grosses exploitations agricoles (300 et plus de 1 000 hectares). Un couple de Parisiens avec un projet d'élevage de moutons et de commerce de laine mohair est également intéressé. Yohan a défriché ces terres qui appartiennent à sa famille, sans en être propriétaire.

Il cultive des semences anciennes de blé en coopération avec un réseau qui réunit chercheurs, militants, cultivateurs et transformateurs. Il est également membre de la Confédération paysanne. Avec d'autres paysans et des habitants du coin qui ont lutté contre l'installation d'une nouvelle grande surface à Plouguern, il a créé un magasin de producteurs. Il contribue à l'animation d'une foire annuelle importante pour la vie économique et sociale de la commune. Par ailleurs pêcheur à pied fournisseur de la restauration gastronomique, il est directement concerné par la quasi-disparition d'espèces de coquillages en rade de Brest. À la mort de la grand-mère de Yohan, ses descendants ayant rompu tous liens entre eux, les biens sont mis en vente par le notaire de Plouguern, dont les terres d'une trentaine d'hectares et la maison dans laquelle il vit avec sa compagne et ses enfants, dont un fils handicapé. Les enchères multiplient le prix de vente par deux et demi, au-delà des moyens de Yohan, qui avait contracté un emprunt de 40 000 euros, le prix de vente initial.

Le dimanche qui suit ce premier rendez-vous chez le notaire au cours duquel il venait pour acheter les terres et découvre qu'il risque d'en être expulsé, Yohan lance un appel à soutiens qui sera largement relayé localement par des associations professionnelles et militantes et par les Gilets jaunes de Brest, au côté desquels il a manifesté à plusieurs reprises. Dès cet appel, les Gilets jaunes qui font vivre le campement du port de commerce de Brest affichent par des pancartes leur soutien à Yohan. Le maire et la majorité municipale prêtent sans contrepartie la salle municipale. Deux cent cinquante personnes environ affluent à cette première réunion publique. La présence, fort rare à des manifestations, de chefs d'exploitation d'élevages conchylicoles, est remarquée. Plus attendus sont là des représentants de l'agriculture paysanne et bio, des militants de l'environnement de longue date, avec notamment des représentants de l'association Eau et rivières de Bretagne. Sont présents également des habitants de Plouguern et de ses alentours, pour qui la pression foncière exercée doublement par l'agriculture et l'arrivée de nouveaux habitants peut rendre problématique leur maintien sur le territoire ou l'installation de leurs enfants et de leurs proches. Les membres de groupes de Gilets jaunes de Brest et des alentours qui se rallient spontanément au mot d'ordre « la terre est un bien commun » agrègent des tendances variées de l'écosystème brestois du mouvement, ils sont relativement jeunes et nombreux, au regard de ceux, de moins en moins nombreux, qui se déplacent aux manifestations du samedi.

Au niveau local, avec l'appui d'un réseau relativement large de sympathisants, un noyau dur réduit et très actif organise les démarches juridiques et administratives et les actions de communication politique et médiatique qui s'étaleront sur plus d'une année pour aboutir à la récupération des terres. Ce comité de soutien comprend Yohan, ses proches ou des

membres des réseaux des proches : compagne, amis paysans, compagnons des projets tels que le magasin de producteurs ou la foire de Plouguern, dont un notaire et un entrepreneur dont les compétences de juriste seront centrales. Dans leurs démarches d'appels à soutiens politiques, les étiquettes s'effacent, au profit du soutien à la cause et de la responsabilité exercée : le député de la circonscription appartient à La République en marche, ancien du Parti socialiste, de même que le maire de Plouguern. La procédure du notaire, lié au plus gros propriétaire terrien agricole du Finistère et potentiel acquéreur, est contestée car jugée expéditive en ne tenant pas compte du travail accompli et des preuves administratives et institutionnelles de l'activité de Yohan. Après une série de démarches et de recours auprès de la SAFER, la mobilisation aboutit à une préemption, qui permet à Yohan de racheter ses terres, au prix de vente issu des surenchères. La mise en place d'une cagnotte Leetchi pour financer les démarches a conduit à récolter des fonds en surplus qui serviront à acheter du matériel agricole. La création d'un groupement foncier agricole (GFA) va permettre à des centaines d'adhérents d'apporter leur soutien par l'achat de parts de 100 euros chacune et de devenir propriétaires du groupement exploité par Yohan. La trajectoire de ce front de lutte se déploie au niveau national, avec une couverture médiatique, une pétition qui recueille très rapidement des milliers de signatures et une collecte de fonds pour le rachat des terres.

Les rapports que nouent les Gilets jaunes à cette cause et à l'écologie politique, dont le cas de Plouguern sert de révélateur à l'échelle locale, sont pour partie déterminés par les histoires de vie, familiale, politique ou militante, l'attachement et la situation dans le territoire, qui vont contraster les modes d'action dont ils vont se saisir.

Au regard des Gilets jaunes, cette cause est un canal parmi d'autres du redéploiement au niveau local des enjeux de ralliement et de la diversification des lieux de mobilisations. Les rapports qui s'instaurent à cette cause et les écologies politiques qui éclosent, se confirment et se révèlent au cours de ces redéploiements varient sensiblement selon les parcours de vie, les ancrages dans le territoire et les prises que cette lutte permet de saisir ou non. Les plus éloignés de son épicerie peuvent s'y reconnaître en étant touchés par la précarité qu'ils perçoivent chez les protagonistes, ou bien, parce qu'ils ne trouvent pas de prise à leur insertion active dans un front de lutte où ils se perçoivent comme étrangers, tout en étant convaincus sur le principe de son bien-fondé, ils peuvent s'en saisir pour prolonger l'action initiée dans le cadre des Gilets jaunes sur un plan davantage orienté vers l'écologie politique. Les plus proches s'y engagent, mais pour des raisons diverses, par communauté de destins locaux et par crainte de l'avenir, ou parce que se crée avec cet épisode une ouverture dans l'horizon politique.

Les contributions à la mobilisation collective et leur avenir sont toutes aussi situées : voisins, militants peuvent s'inviter de temps à autre dans le comité de soutien. Le GFA permet d'exprimer une solidarité « de cœur » pour celles et ceux qui sont plus éloignés, politiquement et géographiquement, tout autant que de voisinage. Les modes de participation à cette cause reflètent donc la diversité des parcours.

CONCLUSION

La présence de Gilets jaunes finistériens sur des fronts de lutte environnementale confirme les convergences entre injustices sociales et inégalités environnementales repérées par l'enquête par questionnaires, et fournit d'autres éclairages sur leurs articulations. Dans le Finistère, le mouvement des Gilets jaunes se relocalise à partir de janvier-février 2019, abandonnant progressivement les capitales régionales pour se greffer sur des fronts de lutte ancrés historiquement et localement. Les groupes de Gilets jaunes sont dispersés sur le territoire, après les temps forts de mobilisation qui se déroulent dans les capitales provinciales. Les parcours professionnels, activités, trajectoires familiales donnent des raisons diversifiées de s'engager dans le mouvement, et constituent autant de contraintes plus ou moins compatibles avec les répertoires d'action du mouvement, selon les lieux habités et les distances de Brest et des grandes villes du Finistère (Quimper, Douarnenez, Concarneau). Nos observations montrent que la cause environnementale facilite les accords de principe entre les Gilets jaunes et les autres acteurs du territoire engagés dans les luttes, fédérant les Gilets jaunes et contribuant à amplifier les fronts de luttes écologiques, ou bien contribuant à solidariser les Gilets jaunes et à maintenir le mouvement social, selon des configurations diverses. La présence des Gilets jaunes sur les combats environnementaux tend dans une certaine mesure à une politisation des enjeux écologiques. L'environnement comme cause donne à certains d'entre eux un nouvel élan, justifiant de poursuivre une mobilisation, qui s'ancre alors dans le territoire où ils vivent, les causes s'incarnant dans les lieux qu'ils fréquentent, qui les entourent, et dans des histoires qu'ils connaissent intimement.

Les répertoires d'action propres aux Gilets jaunes s'ajustent aux modalités d'action déployées par les acteurs à l'origine de ces combats environnementaux, ou alors les renouvellent. Les différents fronts de lutte investis, par-delà l'environnement en toile de fond commune, se teignent de thématiques spécifiques : ainsi sur la plage du Ris des résurgences autonomistes et la mobilisation d'une mythologie celtique qui contrastent avec les motivations des surfeurs participant d'un rejet de l'État centralisateur ; à Douarnenez, la mobilisation donne un élan aux Gilets jaunes

et fait converger vers eux des sympathisants qui endossent le gilet pour cette première occasion ; la convergence par contraste est plus aisée entre les Gilets jaunes et les militants écologiques à la Torche ; à Plouguern, le front de lutte inspire un groupe de Gilets jaunes qui ne reste pas sur cette action-là mais est à l'origine d'une tentative d'ouverture d'un nouveau front à Brest avec la création d'un groupe Extinction Rebellion. Ces fronts de lutte présentent plus ou moins de prises à l'action des Gilets jaunes, selon les parcours des acteurs qui les ont façonnés et les proximités ou, au contraire, selon les distances sociales et professionnelles qui se révèlent et rendent plus ou moins aisées les rencontres. Ces fronts de lutte constituent dès lors une forme d'épreuve pour les Gilets jaunes. Ces terrains sur lesquels ils cherchent à poursuivre leur engagement trouvent des issues plus ou moins heureuses : ici ou là, les relations sociales se nouent sans heurts avec des militants engagés de longue date dans ces causes environnementales qui contribuent à l'histoire du Finistère, ou bien les modalités organisationnelles de l'action, le choix des outils, les répertoires d'action montrent des décalages qui offrent peu de prises. Vu depuis les plages et les champs du Finistère, le mouvement des Gilets jaunes trouve dans la protestation contre l'emprise spatiale et symbolique de l'agriculture productiviste, dans la critique de la gestion des ressources en eau et en énergie, dans l'attachement au littoral et à l'océan, des prises nouvelles et situées d'articulation progressive entre injustices sociales et inégalités environnementales.

Christèle Dondeyne est sociologue, maîtresse de conférences en sociologie à l'université de Bretagne occidentale (UMR 6308 Aménagement des usages, des ressources et des espaces marins et littoraux, AMURE). Ses travaux abordent les processus de qualification et de régulation de l'environnement, en considérant la manière dont les pratiques des groupes professionnels ou des acteurs du mouvement social évoluent en lien avec les politiques liées à la transition climatique. **Alix Levain** est anthropologue de l'environnement et chargée de recherches au CNRS (UMR 6308, AMURE). Ses travaux portent sur l'expérience vécue des changements environnementaux contemporains et sur les processus d'écologisation au sein des sociétés rurales et littorales.
